

**Nations unies - Gaza - Vote sur le
projet de résolution soumis par les
Etats-Unis - Explication de vote du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 01 juin 2018)

Monsieur le Président,

Nous regrettons d'avoir eu à nous abstenir sur le projet présenté par les Etats-Unis. Cette décision répond d'abord à des considérations de méthode, ce projet ayant été mis au vote immédiatement, sans négociations préalables.

Elle répond aussi à des considérations de fond : le texte proposé ne reflète pas une approche équilibrée et impartiale du conflit israélo-palestinien, inscrite dans le cadre des paramètres internationaux agréés, du droit international, et des résolutions de ce Conseil.

Parmi les causes de la crise traversée par Gaza, le texte présenté n'en retient qu'une et n'offre pas de réponse et ni solution au drame que vivent les populations civiles palestinienne et israélienne.

Cela étant dit, Monsieur le Président, nous partageons la préoccupation exprimée par le texte proposé quant à l'activité du Hamas et d'autres groupes armés dans la bande de Gaza. Nous avons condamné fermement les tirs qui ont visé le territoire israélien le 29 mai et aurions souhaité que le Conseil de sécurité les condamne également.

Plus largement, la France était prête à soutenir plusieurs des paragraphes du projet présenté par les Etats-Unis, à commencer par ceux qui condamnent les tirs de roquettes depuis Gaza, qui appellent le Hamas à s'abstenir de toutes actions violentes, en particulier lorsqu'elles visent les civils, ou encore qui exigent que le Hamas cesse par ses actions de mettre en danger les populations civiles à proximité de la barrière de séparation entre Israël et Gaza. Je pourrais prendre d'autres exemples.

Mais nous considérons, comme nous l'avons déjà souligné à propos d'autres projets de texte, que la responsabilité de ce Conseil est de répondre à la crise que connaît Gaza dans sa globalité - ce que ne fait pas le texte que nous avons sous les yeux.

Monsieur le Président,

Malgré les désaccords que je viens de mentionner sur l'équilibre général des amendements présentés, nous étions prêts, une fois de plus, à nous engager dans une discussion constructive visant à faire valoir nos vues et, si possible, à parvenir à un texte unique que nous aurions été à même de voter. Mais les raisons de méthode et de fond que j'ai expliquées à l'instant ne nous ont pas laissé d'autre choix que l'abstention.

Au total, Monsieur le Président, cette session est une nouvelle occasion manquée pour ce Conseil. Nous le regrettons bien sûr. Mais vous pouvez compter sur la France, qui est l'amie des Israéliens comme des Palestiniens, pour ne pas - pour ne jamais - baisser les bras. Je vous remercie./.